

Relevé de conclusions du Conseil Documentaire du 6 avril 2017

Sur l'ordre du jour suivant :

1. Approbation du relevé de conclusions du Conseil Documentaire du 3 mai 2016
2. Rapport d'activités du SCBU 2016
3. Budget 2017 SCBU
4. Elimination des ouvrages restant du don de la BnF
5. Projet d'extension des horaires d'ouverture du SCBU
6. Validation des tarifs de prêt des Bibliothèques Universitaires
7. Questions diverses

Etaient présents :

M. Eric BOUTIN, Président de l'UTLN

M. Daniel Eymard, Conservateur Général Directeur SCBU Toulon

Mme Marion ASTIER, Représentant personnel BIATSS

M. Sateshi BAUMANN, Vice-président étudiants

Mme Françoise BERNARDI, Directrice adjointe du SCD Aix-Marseille

Mme Marie-Magdeleine DAUTHIER, Personnel scientifique des bibliothèques (Bibliothèque Droit Toulon)

Mme Coralie DUNAN, Personnel scientifique des bibliothèques (Bibliothèque Campus La Garde)

Mme Jeanne GENTILINI, Représentant personnel BIATSS

M. Christian GERINI, Enseignant-chercheur

M. Nicolas HUCHET, Enseignant-chercheur

Mme Sarah HURTER, Directrice SCD de Nice

M. Jeremy MARCHEPOIL, Représentant titulaire étudiants

M. Yannick PERROT, Représentant personnel BIATSS

Excusés :

Mme Christine LEROUX, Enseignant-chercheur

M. Xavier LEROUX, Enseignant-chercheur

Absents :

Mme Méлина DOUCHY-OU DOT, Enseignant-chercheur

Début de séance : 10h00 (salle des Commissions de l'IUT) enregistrement de la séance

1. Approbation du relevé de conclusions du Conseil Documentaire du 3 mai 2016

Le relevé de conclusions du Conseil Documentaire du 3 mai 2016 a été voté à l'unanimité.

2. Rapport d'activités du SCBU 2016

Présentation sur écran du rapport d'activités 2016 du SCBU par M. Eymard :

Le rapport est structuré par rapport aux axes et objectifs du contrat pluriannuel : les collections, l'accès et la promotion des ressources et des services, avec un focus sur la formation en méthodologie documentaire.

Sur les collections :

En termes de dépenses, on constate une légère remontée en 2016, due en particulier au soutien de l'université pour l'abonnement à la base Cairn et à Business Source Complete. Les dépenses d'ouvrages respectent encore cette année le plancher de 100.000 €.

Un nouveau tableau de bord (en annexe du rapport) vient d'être établi avec la gouvernance permettant de suivre les coûts unitaires de téléchargement.

Sur l'accès aux ressources :

Le prêt, en baisse depuis plusieurs années, retrouve une dynamique depuis 2016 qui peut s'expliquer par la mise en place de règles d'emprunt augmentées pour les étudiants en Master. Mais la mesure n'a pas été reconduite sur le site de Toulon la demande excédant l'offre de collections.

Il est noté une augmentation d'emprunteurs extérieurs pouvant être liée aux nouveaux visiteurs de Canopé situé dans nos locaux et une fréquentation de 500.000 entrées annuelles tous sites BU confondus.

La consultation de la documentation électronique est en hausse, tirée par la base CAIRN.

Sur les extensions d'horaires d'ouverture SCBU : pas d'avancée en 2016, mais un projet est en cours qui sera débattu au point 5 de l'ordre du jour de la séance.

Projets :

- WEBBUV2, projet financé par TPM de rénovation du site WEB de la bibliothèque,
- ENBULG, projet financé par TPM d'aménagements des espaces en mobilier et informatique.
- SGBM : pas d'exécution en 2016, mais un travail de préparation avec l'ABES et la gouvernance pour démarrer dès la première vague (financement dès 2018, production en 2019).

Sur la Promotion et les formations à la méthodologie :

On remarque une nette augmentation, dépassant largement les objectifs fixés par le contrat : 30% des étudiants ont suivi ces formations cette année.

Archives ouvertes : le projet HAL est relancé avec la DREDV.

L'action culturelle : le nombre des animations est toujours à la hausse, favorables à l'image et la promotion du service.

Mise en place d'un service civique supplémentaire sur la BU Droit de Toulon.

Équipement et confort d'accueil : concept du « 3^{ème} lieu » qui se veut propice à la vie étudiante, avec des équipements modernes et adaptés aux techniques nouvelles.

Il est conclu sur l'importance de développer les échanges avec AMU afin de partager les bonnes pratiques.

Remarques des représentants sur la présentation du rapport d'activités :

- Pas de données sur la participation des étudiants aux activités culturelles. Réponse : il est souvent difficile de la quantifier (exemple : les expositions dans les espaces publics)
- Les séances de méthodologie en Sciences Eco réalisées pendant les cours et non par la BU cette année n'apparaissent pas. Réponse : il est prévu de les rétablir, la coupure étant une suite du déménagement à Toulon fin 2015.

Vote du rapport d'activités 2016 favorable à l'unanimité.

3. Budget 2017 SCBU

L'université a décidé d'augmenter le socle de 20.000 € pour financer le projet CAIRN, permettant une hausse du budget consacré aux ressources électroniques à 200.000 € malgré l'abandon de Kompass insuffisamment consulté.

Budget Prévisionnel SCBU 2017 : Nomenclature modifiée par la mise en place de la GBCP au 01/01/2017. (Gestion Budgétaire de la Comptabilité Publique)

Nouveau mode de comptabilité dans Sifac : les centres financiers du SCBU changent :

Service Général : 120101ADM (ex 90501)

BU section La Garde : 12010201LG/ BU section Seatech 12010202SE/ BU section Droit Toulon 12010301TL/ BU section Draguignan 12010302DR et BU section Eco-Gestions-Média 12010303EG

Projet BOXBULG 22800 € réaménagement matériels d'équipement et d'espaces BU La Garde (TPM)

Projet WEBBUV2 21720 € installation logiciel nouveau site WEB (TPM)

Répartition du budget par section basé sur celle des années N-1, N-2, N-3

Politique sur la documentation imprimée respectée : plancher atteint avec 100.000 € sur les ouvrages

Conclusion : le budget 2017 est satisfaisant, il cadre avec les axes de la politique fixée.

Observation de Mme Dauthier : face aux évolutions des règles législatives, le fond des ouvrages juridiques sur les sites Droit et Draguignan est insuffisamment adapté aux besoins des lecteurs.

A la question de M. Le Président, le renouvellement de ce fond se chiffrerait entre 40.000 et 50.000 €.

Il y a bien des abondements de crédits de la Gouvernance en fin d'année, mais aléatoires.

Vote du budget 2017 SCBU favorable à l'unanimité.

4. Elimination des ouvrages restant du don de la BnF

Présentation du plan d'élimination des ouvrages BnF, suspectés d'amiante suite à des tests d'essuyage en

2014 : les résultats d'analyse sont en dessous des normes de dangerosité en conditions de travail, mais il est préconisé par précaution un plan d'élimination de ces ouvrages.

M. Gérini demande en observation de s'assurer de la numérisation des collections avant destruction d'ouvrages précieux ou uniques.

M. Eymard et Mme Dunan apportent des éléments sur le caractère non précieux de ces collections.

Le Président conclut clairement sur la priorité de mettre un terme à ce dossier complexe qui dure depuis 3 ans et nécessite un enlèvement par précaution de ces ouvrages, confirmé par l'avis du CHSCT.

Vote favorable à l'élimination des ouvrages restant du don de la BnF, moins une abstention de M. Gérini.

5. Projet d'extension d'horaires d'ouverture du SCBU

Présentation des résultats de l'enquête menée par le groupe de travail consacré au projet :

- 60% des étudiants souhaitent une ouverture le soir
- 50% une ouverture le samedi après-midi

Le projet concerne les BU Droit et La Garde. Plusieurs réserves doivent être levées, qui conditionnent la possibilité de voir aboutir le projet, notamment pour le samedi :

- Uniquement sur volontariat, le projet ne faisant pas l'unanimité des personnels BU
- Prime identique pour tous à voir avec la DRH ou récupération au choix
- Minimum 6 titulaires volontaires par site pour un roulement modéré des permanences
- Période de Test

Suit un débat :

La communication de ce projet a fait l'objet d'une réunion sur les horaires d'ouverture le 30/03/2017 et non d'une assemblée générale, information précisée par M. Perrot.

M. Perrot ajoute la prise en compte du ménage, du chauffage et de l'entretien des toilettes le samedi.

Le projet est apprécié des représentants étudiants présents.

A la question de M. Huchet sur la mise en place du projet à la BU EGM, il est répondu que pour le ministère le projet ne concerne pas les sites qui comptent moins de 200 places.

Le projet serait opérationnel à compter de la rentrée 2017.

Ouverture le soir jusqu'à 20H30 :

Le personnel titulaire quitterait à 18h30

De 18h30 à 20h30 = 2 emplois étudiants par site + 1 vigile BU La Garde

Ouverture le samedi de 9h00 à 16h00 :

BU La Garde = 1 titulaire + 2 emplois étudiants + 1 vigile

BU Droit = 1 titulaire + 2 emplois étudiants + 3 vigiles (actuellement déjà présents jusqu'à 13h00)

Le président note l'observation de M. Perrot sur les besoins de places assises, les problèmes récurrents de chauffage et les besoins de salles de travail en groupe.

Il a également répondu favorablement sur le retour des horaires précédents si les résultats ne s'avéraient pas concluants et sur la notion de « test » à afficher clairement (y compris pour les usagers).

Il se dit satisfait de l'évolution du projet.

Mme Astier ajoute que l'enveloppe allouée par le ministère est régressive sur 3 ans et qu'il serait souhaitable de stabiliser les crédits en prévision du projet « Bibliothèque ouverte + ».

Le projet d'extension d'horaires d'ouverture est voté favorable à l'unanimité, tel qu'il a été présenté.

Le président confirme sa présentation devant le CTEP.

6. Validation des tarifs de prêt des bibliothèques universitaires

Ce document est d'abord présenté en séance avant de faire l'objet d'un arrêté décisionnel portant sur les tarifs de prêt et d'impression du SCBU. Cet arrêté, en cours d'instruction à la DGS, a pour objectif de répondre aux normes comptables des dépôts de régies de recettes à l'Agence Comptable.

Vote des tarifs de prêt des Bibliothèques Universitaires favorable à l'unanimité.

7. Questions diverses

Outre les problèmes de chauffage, de climatisation déjà évoqués en séance, il est soulevé le problème des délais d'intervention entre la demande de ticket et l'intervention de la DSIUN et l'absence d'un référent précis pour les interventions plus techniques.

Demande du Président de programmer une réunion sur cette question entre la DSIUN et le SCBU.

Mise en place récente d'un nouveau marché Sedeco par le pôle achat qui pourra apporter des améliorations aux problèmes liés aux interventions et aux échanges infructueux DSIUN/Sedeco.

Fin de séance : 11h45

Le Président
de l'Université de Toulon
Eric BOUTIN

